

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 109 - VENDREDI 17 JUIN 2011

Ce sein que l'on ne saurait voir...

LE MERLE MOQUEUR

L'humour corrézien sous curatelle renforcée? ●

AGENDA MILITANT

→ 21 Juin

Europe [Journée européenne d'action syndicale](#)

→ 22 Juin

Paris [30 ans de sida et de combats](#)

→ 25 Juin

France [Marche des Fiertés LGTB 2011](#)

À LIRE SUR [communistesunitaires.net](#)

→ travail

Christophe Dejours, [entretien](#)

→ A lire

Franz Fanon, [50 ans après](#)

[Troussage de domestique](#)

→ Rencontres

Soirée [Mongo Beti](#)

L'annonce des « efforts » à fournir en faveur des personnes dépendantes est une véritable leçon de chose quant à la teneur de la confrontation idéologique en cours. Dans un premier temps, le gouvernement annonce qu'il est à la recherche d'un autre jour dont le caractère férié devrait être sacrifié sur l'autel de la solidarité. Toujours vif comme l'éclair, le PS considère la mesure « injuste puisqu'elle ne concernerait ni les professions libérales ni les commerçants ». Le Conseil économique et social, quant à lui, applaudit à l'idée que la CSG des retraités pourrait être augmentée et hissée au niveau de celle des autres salariés. Bref, les futurs dépendants devraient payer pour leur dépendance...et on appelle cela de la solidarité ! Pour l'instant, les doutes exprimés à l'encontre de ces projets sont que cela risquerait « d'être insuffisant ».

Aucune voix ne s'est exprimée pour proposer que les actionnaires soient ceux que l'on sollicite pour la nécessaire solidarité. Pourquoi ne fourniraient-ils pas, eux, une semaine pleine de solidarité ? Pourtant bien des forces et des luttes les dénoncent comme responsables des délocalisations et de la bulle financière qui menace en permanence d'éclater, mais vraisemblablement, sortis de ce contexte, ils redeviennent invisibles. Au moins l'argent ne se perdrait pas.

Or, c'est bien la démonstration que le capitalisme n'est pas responsable que ponctuellement de tel ou tel méfait mais est bien un système. Qu'il n'existe pas qu'une manière d'exploiter les dominés pour poursuivre la course aux profits et que le drainage des finances des individus fait bel et bien partie de son arsenal. C'est aussi la démonstration que, contrairement à ce qui se dit parfois à gauche, l'Etat continue à jouer un rôle actif. Que des associations, des personnes certainement bien intentionnées se laissent piéger par l'idée que seuls les salariés et les retraités devraient assumer la charge des questions de société dit à quel point ne pas poser la question du capitalisme comme système global, cohérent, sape l'esprit de lutte. Cela dit que la question qui est devant nous, tout de suite, pour être concrets ne peut se limiter à opposer aux mesures en cours des mesures positives mais qu'elle appelle de poser comme un fait unificateur la nécessité de s'attaquer à la domination du capital. Le mot *nationalisation* a été écorné à la fois par le bilan soviétique et parce qu'en France les pouvoirs successifs les ont enfoncées dans la loi du marché, mais ce n'est pas une raison pour ne pas oser en redéfinir le contenu et en faire un objet de rassemblement.

● PIERRE ZARKA

Le Front de gauche face au défi de sa transformation

Après la consultation des adhérents du PCF sur la candidature à l'élection présidentielle, l'élargissement et la transformation du Front de gauche vont constituer l'enjeu des prochaines semaines pour l'émergence d'une gauche d'alternative, dans la rue et dans les urnes en 2012.

Extrait d'un dossier que *l'Humanité Dimanche* vient de consacrer à la crise de la démocratie en Europe : « *Nous devons convaincre que notre but est de rendre réellement le pouvoir aux jeunes et aux peuples, et non de le conquérir pour nous. Ils ont un doute de ce point de vue qui entretient une défiance à l'égard du système politique. Le Front de gauche n'est pas un processus que nous leur proposons de soutenir, mais un processus que nous leur proposons d'investir. Nous devons en faire la démonstration dans les actes, puisque ce n'est pas comme ça que fonctionne de manière dominante la politique* ». Ce propos du secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, a de quoi intéresser ceux qui s'escriment à dépasser une culture politique qui organise le monopole de la représentation politique par les partis et à défricher les sentiers d'une politique émancipatrice fondée sur l'appropriation citoyenne de la politique.

Cependant, ce qui apparaît dans la presse ces jours-ci, c'est d'une part l'affrontement interne au PCF concernant la candidature à la présidentielle (lire notre encadré), d'autre part les négociations difficiles entre le PCF, la GU et le PG

pour la répartition des candidatures du Front de gauche aux élections législatives. En ce qui concerne le second point, l'image donnée est celle d'une bataille pour des raisons de boutique, voire des motifs strictement financiers.

Or, le problème des composantes du Front de gauche est de lui faire franchir

Le problème des composantes du Front de gauche est de lui faire franchir une étape pour qu'il devienne autre chose qu'un cartel de partis, en particulier en s'ouvrant à la participation directe des citoyens. Faute d'une telle transformation, il courrait à l'échec.

une étape pour qu'il devienne, comme le texte d'orientation qu'il a adopté il y a quelques semaines l'évoque, autre chose qu'un cartel de partis, en particulier en s'ouvrant à la participation directe

des citoyens (le texte parle entre autres d' « *assemblées citoyennes du Front de gauche* »). Sans un élargissement et une transformation visibles, l'impression de surplace, tandis qu'à gauche comme à droite l'ensemble du spectre politique est mouvant, s'imposerait. Le Front de gauche courrait alors à l'échec. C'est ici qu'intervient la question de la participation au Front de gauche de nouvelles composantes et celle des cadres à créer pour permettre une participation et un ancrage populaires.

Vers la participation de la FASE

A la suite d'un mois de consultation de ses collectifs et composantes, la Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE) vient, elle, de faire un pas vers sa participation à un « *Front de gauche transformé* ». Cette option est largement partagée au sein de l'Association des communistes unitaires, de même que du côté d'Alternative citoyenne et de Convergences & Alternative (courant issu du NPA). Elle semble minoritaire parmi les Alternatifs, qui ont prévu de prendre position concernant les échéances de 2012 en septembre.

Une partie du débat du collectif d'animation national de la FASE a concerné ●●●

●●● la manière dont elle doit approfondir et porter ses fondamentaux au sein de ce rassemblement : le projet de favoriser l'appropriation par toutes et tous de la politique ; la volonté d'une démarche qui dépasse la question électorale, et qui l'intègre dans une dynamique plus large ; la concrétisation du pont nécessaire entre le mouvement « social » et la politique institutionnelle, condition pour changer la donne politique... Autrement dit, la FASE ne ralliera pas le Front de gauche : elle y participera forte de ses propres conceptions, qui correspondent à une rupture culturelle par rapport à la manière traditionnelle de « faire de la politique » et qui rencontrent les aspirations de très nombreux citoyens.

Un autre débat du CAN de la FASE a concerné l'hétérogénéité des situations locales. Le point de vue exprimé par la FASE est national, mais chacun sait à quel point le Front de gauche existe aujourd'hui, au niveau local, sous de mul-

tiples formes : espace large à certains endroits, espace estampillé Front de gauche mais en fait animé par l'une ou

« La FASE ne ralliera pas le Front de gauche : elle y participera forte de ses propres conceptions, qui correspondent à une rupture culturelle par rapport à la manière traditionnelle de « faire de la politique ».

l'autre de ses composantes à d'autres, espace plus ou moins ouvert à la participation et à l'initiative citoyenne... De fait, la FASE investira les espaces politiques les plus ouverts et les plus unitaires et, par ailleurs elle continuera de s'adresser

à toutes les forces de la gauche de transformation sociale et écologique, notamment au NPA et aux courants de gauche d'Europe écologie. Plus largement, la question de l'implication de militants de forces sociales dans une dynamique politique pourrait être particulièrement déterminante, ce qui pose par exemple la question des suites qui seront données à l'appel « pour une dynamique populaire du Front de gauche », texte signé à ce jour par 1 600 personnes issues du milieu syndical et associatif (<http://www.dynamique-frontdegauche.fr/>).

Enfin, sur le volet des candidatures, la FASE exprime en particulier deux choses : la première concerne le choix de candidatures aux législatives représentatives de la diversité du rassemblement, l'ouverture à la société civile et aux citoyens (bien sûr, la FASE proposera des candidats) ; la seconde concerne la candidature à l'élection présidentielle : la candidature de Jean-Luc Mélenchon « semble aujourd'hui en mesure de recevoir un accord large, à condition de construire ensemble une campagne collective, riche de la diversité du rassemblement ».

Au total, Alain Montaufray, de Convergences et alternative (courant unitaire issu du NPA), souligne qu'« il peut y avoir trois petits événements qui contribuent à l'élargissement du Front de gauche : la participation de la FASE, la participation d'unitaires du NPA et les suites en cours de l'appel de 1 500 syndicalistes et militants désireux de participer au Front de gauche ». Au-delà de ces « petits événements », la question va surtout être de concrétiser l'intention de créer des assemblées citoyennes - pour « rendre le pouvoir au peuple » (Pierre Laurent) - et d'engager des campagnes communes sur les grands choix de société... bref, de commencer à faire du Front de gauche un front populaire. La possibilité existe-t-elle que le Front de gauche prenne une telle dimension, qui dépasse son identité première ? Le destin n'existe pas en politique : réponse au fil des prochains mois.

Le PCF entre crise ouverte et potentialités

Après sa conférence nationale de début juin, le PCF organise du 16 au 18 juin le vote de ses adhérents concernant la candidature à l'élection présidentielle. Trois noms figurent sur le bulletin de vote : Jean-Luc Mélenchon, André Chassaigne et Emmanuel Dang Tran. Le résultat sera diffusé dimanche 19.

Depuis qu'André Gérin a retiré sa candidature, les orthodoxes - dans leur foisonnante diversité - font feu de tout bois pour soutenir la candidature d'André Chassaigne contre celle de Jean-Luc Mélenchon. Objectif : affaiblir le plus possible le Front de gauche, quitte à envoyer une candidature du PCF au casse-pipe électoral. Les responsables favorables à un rapprochement avec le PS soutiennent eux aussi André Chassaigne, car ils souhaitent eux aussi l'échec du Front de gauche ; mais ils semblent qu'ils aient perdu en influence. Le climat interne est devenu virulent ces derniers jours entre les responsables du PCF, ce qui sans doute laissera des traces et menace la cohérence de la politique du PCF dans la prochaine période.

De son côté, la direction du parti soutient qu'un accord équilibré - la candidature présidentielle à Jean-Luc Mélenchon dans le cadre d'une campagne collective, l'essentiel des candidatures aux législatives au PCF - sera la meilleure façon de continuer le Parti.

On sent bien désormais que la crise interne du PCF menace d'être sans retour. Mais ne pourrait-elle pas, à terme, libérer des énergies aujourd'hui démobilisées ? D'autre part, l'expérience d'un Front de gauche élargi et transformé ne pourrait-elle pas rouvrir le débat sur la construction d'une nouvelle force politique de transformation sociale et écologique ? Afin de respecter les intentions de chacun, il convient certes de ne pas confondre la question de la dynamique politique et celle de la construction d'une nouvelle organisation politique ; chacun sait cependant que les deux questions ne pourront pas durablement être imperméables l'une à l'autre.

G.A.

● GILLES ALFONSI

La FASE vers la participation à un Front de gauche transformé

Voici la déclaration du Collectif d'animation de la Fédération pour alternative sociale et écologique (FASE) du 11 juin 2011.

Face à la gravité de la situation démocratique, sociale et écologique, la FASE affirme l'urgence d'un rassemblement, un front anticapitaliste qui, tout à la fois, refuse de participer à une majorité dominée par le PS et ses options et porte des propositions liant mobilisations et exigences afin de permettre une transformation de la gauche, pour une alternative sociale et écologique, féministe et antiraciste.

Il s'agit de ne plus laisser subsister la séparation entre les combats institutionnels et les mobilisations qui sont à la fois sociales, écologiques, politiques et culturelles. Un large rassemblement est un moyen pour mettre massivement en débat et faire avancer les conditions économiques, sociales et politiques sans lesquelles il n'y a pas de réelle alternative.

L'enjeu est d'importance. Le risque est réel de voir s'enliser le potentiel transformateur de la colère sociale. Les exemples de l'Espagne et du Portugal viennent de le rappeler. De plus, l'alternance « gauche molle » / « droite dure » et l'absence de construction politique alternative fait le lit de l'extrême-droite. Il y a donc une réelle urgence à engager un nouveau processus.

Plusieurs initiatives, de natures très différentes, manifestent l'importance des attentes unitaires et la forme que cela peut prendre d'ores et déjà, en lien avec des mobilisations : « Limousin Terre de Gauche », l'appel adopté à Auch le 28 mai par des militant-e-s de diverses sensibili-

tés, « l'appel pour une dynamique populaire du front de gauche »... Les mobilisations en Europe de type « les indignés » montrent elles-aussi à leur manière des capacités de rassemblement et des recherches de pratiques alternatives.

La FASE constate que le Front de gauche (FDG) constitue une ébauche de rassemblement. Elle a proposé au FDG de développer ensemble un front pour l'alternative, à la gauche du PS et des secteurs d'Europe-Écologie-Les-Verts

« La FASE constate que les organisations du FDG ont répondu nationalement de façon positive à une grande partie de ses demandes et qu'elles proposent elles-mêmes de dépasser le cadre d'un simple cartel d'organisations. »

qui sont soumis au libéralisme, dans la suite de ce qu'il a mis en chantier et des projets qu'il affirmé encore le 31 mars.

La FASE constate que les organisations du FDG ont répondu nationalement de façon positive à une grande partie de ses demandes et qu'elles proposent elles-mêmes de dépasser le cadre d'un simple cartel d'organisations.

La FASE se félicite de l'existence d'assemblées de citoyens et de militants qui permettent de lancer les bases larges et

dynamiques d'un véritable front d'unité populaire. Elle appelle à en constituer sans tarder, localement et dans tous les départements, avec les camarades du Front de Gauche, des organisations qui le souhaitent et tous ceux et toutes celles qui le veulent, pour une alternative de rupture à gauche, sociale et écologique. La FASE souhaite que le FDG dépasse et transforme son cadre actuel. Pour nourrir une dynamique d'alternative puissante et populaire, il faut créer une convergence de tous les courants de la gauche de gauche, les secteurs de lutte, associatifs et syndicaux, pour un large front ouvert aux citoyens. Certains groupes, comme Convergences et Alternative, ont déjà fait savoir leur volonté de participer à cet élargissement et à cette transformation. La transformation du Front de gauche s'est traduite de façon différenciée selon les localités et les départements. Seule la pratique commune, en construisant un véritable front large (politique, syndical, associatif, citoyen) permettra d'affirmer cette force et cette dynamique. Rien n'est joué : les initiatives sociales, les engagements, les campagnes mais aussi les transformations acceptées par les trois organisations à l'origine du Front de gauche devront être évalués pour pouvoir confirmer le choix que nous faisons aujourd'hui.

Notre démarche continue donc à s'adresser aussi aux groupes politiques de la gauche d'alternative : Alternatifs, courants écologistes antilibéraux, FSQP, NPA, objecteurs de croissance, PCOF, etc.

Il faudra bien que le FDG dans son ●●●

●●● état actuel accepte de respecter la diversité, de donner une place suffisante aux composantes qui veulent y participer. C'est une nécessité pour que la gauche de transformation trouve sa place à la hauteur des enjeux. Cela vaut pour les candidatures aux législatives comme pour l'animation des campagnes.

La FASE est regroupée sur des objectifs de transformation sociale et écologique. Elle veillera, en stimulant ses liens d'organisation fédérative, à ce que ce processus de transformation du FDG soit un progrès, partout, dans des situations très diversifiées. Quand les obstacles à l'unité seront grands, nous prendrons collectivement les moyens pour que les militant-e-s puissent agir, regrouper, et ainsi créer les conditions d'une alliance. En tout état de cause, ce sont les collectifs locaux et leurs coordinations qui décideront en toute autonomie de leurs choix pour cette période.

Sur ces bases, la FASE souhaite donc développer un processus de discussion avec le Front de gauche dans la perspective de participer à un Front de gauche transformé. Cette démarche s'inscrit dans la perspective des élections présidentielles et législatives de 2012. Mais ce rassemblement ne peut pas se réduire à sa dimension électorale. Il doit également participer au développement des mobilisations. Il doit aussi être un outil pour mener largement la bataille des idées, pour mettre au cœur du débat

public la question du projet de société. Dans ce débat, la FASE veut porter en premier lieu des exigences d'appropriation sociale pour sortir des rapports d'ex-

« La FASE veut porter en premier lieu des exigences d'appropriation sociale pour sortir des rapports d'exploitation, de changement de mode de production et de consommation pour sortir du productivisme et répondre à la crise écologique, de développement des droits ; de transformation démocratique. »

ploitation ; de changement de mode de production et de consommation pour sortir du productivisme et répondre à la crise écologique ; de développement des droits ; de transformation démocratique. Dans ce cadre, l'exigence d'une constituante est incontournable. La FASE portera les axes de rupture définis dans le texte « [Osons la révolution démocratique !](#) » (1) adopté lors de sa

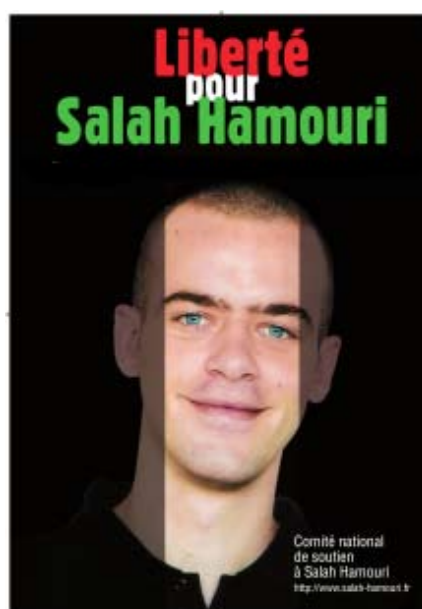
Coordination Nationale des 2 et 3 avril 2011.

Pour une candidature commune à la présidentielle : malgré le piège que constitue cette élection la campagne sera menée pour affirmer une volonté de politique anticapitaliste et des objectifs de transformation, pour les mobilisations comme pour les législatives. C'est bien parce que, dans le dispositif actuel, les législatives s'inscrivent dans la suite immédiate de l'élection présidentielle que cette dernière a une importance particulière. Nous avons déjà dit que la candidature la plus rassembleuse serait la nôtre. Celle de Jean-Luc Mélenchon semble aujourd'hui en mesure de recevoir un accord large, à condition de construire ensemble une campagne collective, riche de la diversité du rassemblement.

(1) Texte à télécharger sur le site :

http://lafederation.org/images/stories/documents/Coordination_Nationale/osons_la_revolution_democratique_cn-fase_2011-04-03_bat.pdf

Cerises est édité
par les CommunistesUnitaires
contact.cerises@gmail.fr
Noyau de cerises : Gilles Alfonsi ,
Michèle Kiintz, Roger Martelli,
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,
Arnaud Viviant



En prison, en Israël, depuis **2 288 jours**
Agir avec [le comité de soutien à Salah Hamouri](#)

Mobilisation face à la constitutionnalisation de l'austérité

Compte-rendu de la réunion du 14 juin des forces de gauche sur le projet de loi constitutionnelle concernant l'équilibre des finances publiques, initiée par les députés François Asensi, Patrick Braouezec et Jacqueline Fraysse.

L'initiative prise par les 3 députés d'inviter pour cette « alerte » l'ensemble des formations politiques de gauche mais aussi des organisations associatives et syndicales a été saluée unanimement. Il y a un consensus entre les participants pour rejeter le projet du gouvernement d'inscrire la rigueur budgétaire dans la Constitution. Ce projet de loi, qui découle du « pacte pour l'euro + » adopté par les 27 chefs d'Etats de l'UE, est unanimement jugé néfaste pour la grande majorité de la population.

Dans une société capitaliste en crise qui provoque des dégâts sociaux incalculables, imposer partout la soi-disant « rigueur budgétaire » reviendrait à accentuer la fuite en avant des politiques libérales déjà à l'œuvre. C'est d'ailleurs ce que préconise le pacte pour l'euro + : compression des salaires, réduction de la protection sociale, report de l'âge de départ en retraite, privatisations, flexibilité accrue sont les voies imposées pour assurer l'équilibre budgétaire. Les collectivités territoriales, souvent seules à assurer des réponses à des besoins fondamentaux dans les territoires populaires, verraient aussi leurs politiques menacées.

Il y a également la dimension antidémocratique d'un tel projet qui est jugée inacceptable. Constitutionnaliser l'équilibre budgétaire empêcherait toute politique alternative au libéralisme. D'autant qu'après la perte de tout contrôle démocratique sur la politique monétaire avec une BCE dite « indépendante », ce serait la politique budgétaire qui serait obligatoirement soumise à son tour aux volontés des marchés financiers.

Il y a une nécessité fondamentale à replacer la question européenne au cœur

du débat politique. De multiples mobilisations voient le jour sur le continent, notamment dans les pays les plus immédiatement concernés par la « dette » et les plans d'austérité : Grèce, Espagne, Portugal, Islande, Irlande, Grande Bretagne... Mais aussi la journée d'action du 19 juin des « indignés », celle du 21 juin initiée par la CES, le 1^{er} octobre en Grande-Bretagne. Le paysage est très mouvant : les pays de l'Est sont les plus touchés par les effets des crises. Il s'agit de donner l'écho politique aux luttes menées par ceux qui refusent de se laisser voler leur vie par les marchés financiers. Les prémisses d'une autre Europe ?

Malgré l'incertitude qui plane sur la réelle capacité, mais à ne pas sous-estimer, du président de la République de réunir à court terme les 3/5 des parlementaires pour entériner son projet, chacun souhaite poursuivre le travail en commun concernant les questions européennes, la jonction des mobilisations des différents pays et l'élargir aux forces politiques, syndicales et associatives qui pourraient s'y joindre.

Propositions

Un comité de liaison est mis en place. Il est proposé que la Fondation Copernic en assure la coordination, en liaison avec les élu-e-s et les associations qui le souhaitent. Ce comité de liaison doit rassembler l'arc le plus large possible des forces politiques, syndicales et associatives qui souhaitent s'opposer au projet de loi constitutionnelle sur l'équilibre des finances publiques. Ce travail s'inscrira dans une réflexion et des actions plus larges pour une alternative à



Grèce : contre les mesures d'austérité

l'Europe libérale telle qu'elle est aujourd'hui régie par le traité de Lisbonne.

Une réunion du comité de liaison se tiendra le mardi 28 juin, à partir de 13h30, à l'Assemblée Nationale. Des contacts doivent être pris pour élargir le cercle des participants.

● **Compte rendu réalisé par JULIEN DIOUDONNAT**

Participants à la réunion : François Asensi, Patrick Braouezec, Jacqueline Fraysse député-e-s (FASE), Julien Dioudonnat (FASE), Michel Rousseau (Copernic et Marches européennes), Jean-Marie Roux (CGT Finances), Laurence Hugues (pour Annie Poursinoff députée EELV), Karine Brishoual (Assistante parlementaire), Marjorie Vasseur, Julien Peine (Assistant parlementaire), Gilles Mortreux (Assistant parlementaire), Myriam Martin (NPA), Frederic Borrás (NPA), François Calaret (GU), Mathieu Agostini (PG), Eric Coquerel (PG), Patrice Hemet (MPEP), Serge Dombrowski (MPEP), Jacques Nikonoff (MPEP), Jean-Paul Blot (POI), Olivier Doriane (POI), Christian Pierrel (PCOF), Max Staat (journaliste à *l'Humanité*), Thierry Brun (journaliste à *Politis*). Excusée : Aurélie Trouvé (Attac).

Samedi 25 juin 2011

Maison de quartier Gérard Rinçon
30 rue Ernest Savard
93100 Montreuil

« SINCÈREMENT... PEUT-ON MORALISER LA FINANCE ? » à 16h00
avec Aurélie Trouvé
co-présidente Attac

« ÉDUCATION, EMPLOI, SERVICES PUBLICS, DISCRIMINATION. OÙ EN SONT NOS QUARTIERS POPULAIRES ? » à 16h00
avec la participation du FSQP,
d'AC Le Feu et de François Asensi,
député de Seine Saint Denis

« POUR CHANGER LE MONDE, FAITES DES ALTERNATIVES ! »
à 17h30

DÉBATS

CADTM
Survie

**Le grand soir,
là fête des
alternatives**

Comité Palestine
Comme Vous Émoi

la LDH 93
Collectif des désobéissants

**à la Maison de quartier Gérard Rinçon
30 rue Ernest-Savart
Montreuil (93)**

**SAMEDI
25 JUIN 2011
DE 15H
AU GRAND
SOIR**

**GOÛTER,
APÉRO,
REPAS**

**FÊTE ORGANISÉE PAR
LES ALTERNATIFS,
ATTAC 93 SUD,
« CONVERGENCES
ET ALTERNATIVES »
ET LA FASE**

93 Sud
attac

MUSIQUE AVEC :
GUYOM TOUSEUL
LES OIES SAUVAGES
LES ACCORDÉONISTES

Dessins de presse en direct
par Coco

LA FASE
Fédération pour une alternative sociale et citoyenne

La philo selon Toto

La télé-institution adore un arbre : le marronnier, qui invariablement et annuellement produit ses fruits lisses et secs, comme on reproduit les mêmes sujets. C'est qu'il s'agit de donner à brouter au peuple des événements inoffensifs, qui ne produisent rien de nouveau. Le baccalauréat est le marronnier de juin. Et x % de plus en filière S. Et y % estimé pour la mention très bien. Si la télévision avait été créée en 1808 comme le bachot, nous en serions aujourd'hui à plus de 200 reportages sur le sujet. Ouf ! L'originalité cette année : les antisèches électroniques, ersatz du film comique *Les sous-doués passent le bac* (1980). Le sujet d'une triche existant depuis des lustres est ainsi recyclé.

À l'affût de fausses sensations, tordues pour les rendre plus fortes, des médias nous font donc croire que le baccalauréat est un événement dans la société. Moi qui pensais naïvement qu'un événement était l'irruption d'un fait nouveau... Attaquer le RSA, alléger l'ISF, annoncer la fermeture de sites automobiles, constitutionnaliser l'austérité dans un projet de loi ne méritent en revanche pas une telle faveur.

Il me tarde cependant de connaître la question qu'aura cette année mon neveu au bac de philo, ce moment de trac dans sa vie personnelle. Il s'attend à l'une de ces questions sur l'art, la justice, la religion, la morale... que sais-je encore ? De celles qui tournent en boucle avec les mêmes codes depuis tant et tant d'années...

De mon côté, au bac blanc j'avais eu « Préférez-vous Voltaire ou Rousseau ? » Je préférais Diderot et les neiges en pente. J'ai expliqué. Bien, mais hors-sujet. 9/20.

J'espère pour mon Toto, un ado assez libertin, qu'il ne se prendra pas l'une de ces 250 questions très encadrées sur la liberté, comportant en général et en partie la réponse à donner : « *L'idée d'une liberté totale a-t-elle un sens ?* » « *La liberté est-elle menacée par l'égalité ?* » « *S'engager, est-ce renoncer à sa liberté ?* » « *Faut-il parfois désobéir aux lois ?* » « *Obéir à l'État, est-ce renoncer à sa liberté ?* » S'enquiller les questions formatées d'un examen conçu sous Napoléon III, à peine dépoussiéré dans sa forme au fil des ajustements..., l'épreuve de philo (1864) du bac mérite bien son nom.

Cette épreuve donc, ou comment réduire la philosophie avec une forme scolaire cristallisée dans un univers immuable de notions, d'auteurs officiels au programme et d'exercices

techniques dont des corrigés à géométrie variable peuvent se trouver sur Internet, moyennant des codes d'accès payants.

Comme ses copines et copains, mon neveu aime les jeux télé, le ski extrême, la bibine et Harry Potter. Il s'interroge sur son sort et les métiers de demain. Avec lui, il y a de quoi parler du virtuel et du réel. Des guerres informatiques et des maîtres du monde. Des pulsions et de la mort. Du plaisir et de l'hédonisme. De la magie et de la rationalité. De la sélection des individus. Du travail et de l'utopie. Freud, Épicure, Darwin, Marx, Thomas More, Foucault,

Sartre, Camus, les philosophes des Lumières... peuvent être invités à ces conversations. Et autant de femmes philosophes.

Driiiiiing ! Chose convenue, mon neveu me téléphone discrètement depuis les toilettes de son lycée.

« Commentez cette phrase du philosophe post-hégélien Jean-Baptiste Botul (1): *Faut-il faire de la philosophie avec docilité ou philosopher en liberté ?* »

- Je répondrais bien le deuxième truc mais je ne sais pas ce que c'est, me dit-il. Y a bien un café philo où je suis allé faire un tour une fois.

- C'était comment ?

- J'ai picolé de la bière et on a parlé de la musique dans la vie. Tu sais, je fais de la batterie.

- C'est ça « philosopher en liberté ! »

On ne pose pas une question philosophique fabriquée, mais on aborde philosophiquement et

collectivement n'importe quelle question. Et on boit un coup.

- Tu aurais pu venir. Il y avait tous les âges.

- Tiens, ça me fait penser qu'au Canada, les gosses commencent à philosopher très jeunes. À l'école primaire, ils ont des goûters philosophiques.

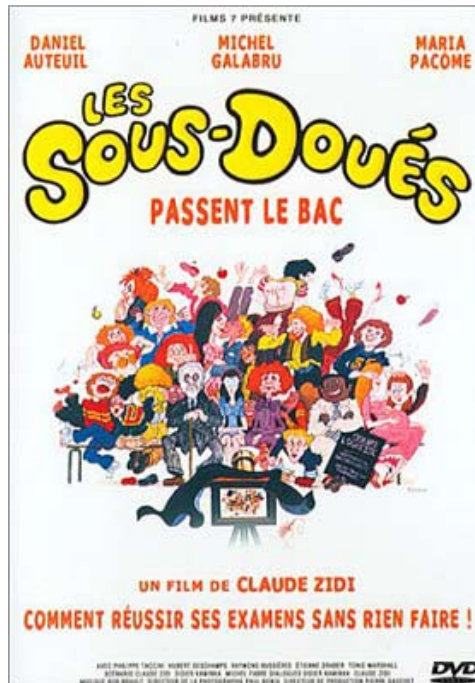
- Ils doivent carburger à la grenadine ! Bon, je te laisse. Ils vont trouver ça louche. J'ai des idées maintenant.

- Merde ! mon Toto.

Très Jules&Luc ferristes, nous attendons sa note.

Je vais regarder si dans les programmes politiques, « partagés » ou non, philosopher de 7 à 77 ans est au menu, parmi les entrées. Un événement en une journée, ce serait top.

● PHILIPPE STIERLIN



(1) Jean-Baptiste Botul : philosophe totalement fictif, auteur de *La Vie Sexuelle* d'Emmanuel Kant, souvent cité par Bernard-Henri Lévy à l'appui de son argumentation et à l'insu de son plein gré.